D'une façon générale, la position politique de la petite-bourgeoisie indique quelle classe fait preuve de plus de dynamisme, quelle classe mène l'offensive. Au lendemain de la première guerre mondiale, le mouvement petit-bourgeois resta pendant des années attiré par le socialisme, sinon par la Révolution russe. Il fallut la faillite lamentable des deux Internationales ouvrières dans l'Entre-deux-guerres pour que le mouvement petit-bourgeois change de direction et soit attiré partout en Europe par les tendances fascistes ou autoritaristes, au service du Capital. Dès le réveil prolétarien qui se produisit au cours de cette guerre et dès les premiers succès militaires de l'U.R.S.S., ce fut de nouveau vers le prolétariat qu'oscilla le pendule petit-bourgeois. Le P.C. s'enfla même dans beaucoup de pays de façon démesurée par les adhésions de non-ouvriers. Le P.S. devint dans certains pays, comme la France et la Hollande, un parti essentiellement composé de petits-bourgeois. Mais cette évolution ne pouvait durer qu'aussi longtemps que la classe ouvrière gardait, d'une façon générale, l'offensive sur l'arène de la lutte de classe. Le passage de la masse des petits-bourgeois dans le camp bourgeois, indiqué par le résultat des élections belges, indique en même temps que la petite-bourgeoisie n'espère plus une amélioration de sa situation à travers des réalisations socialistes. Voilà ce qu'il faut considérer comme essentiel. L'utilisation de la question royale par le P.S.C. n'a été que l'instrument par lequel ce processus fondamental s'est exprimé.

Les partis du « centre-droite », stations de passage. Il s'agit d'ailleurs ici d'un phénomène qui s'est manifesté dans de nombreux pays d'Europe. Une étude superficielle des différents résultats électoraux permet aux journalistes bourgeois de constater l'étonnante « modération de la petite-bourgeoisie du continent». Partout, ce sont les partis du « centre-droite » qui servent de pôle d'attraction aux classes moyennes : la victoire électorale du PSC en Belgique trouve son pendant dans les victoires du MRP en France, du Parti Populaire (chrétien) en Bavière et en Autriche, du parti des « Petits Propriétaires » en Hongrie et du parti chrétien-démocrate en Italien. Les organisations d'extrême-droite, autoritaristes ou néo-fascistes, restent en général dans l'état de noyaux, sauf en Italie et en Grèce, où la crise sociale plus violente a déterminé dès maintenant le renforcement d'organisations fascistes nettes : le mouvement de « L'Homme Quelconque » et le « Mouvement des X ». Pourtant, si l'on se rappelle qu'il y a à peine deux ans les fascisme règnait dans tous les pays d'Europe et y pesait d'un poids particulièrement lourd sur les classes moyennes; si l'on se rappelle l'enthousiasme de larges couches petites-bourgeoises pour s'intégrer dans le mouvement anti-fasciste sous ses différentes formes, alors ce n'est pas la « lenteur » de la renaissance fasciste qui peut étonner l'observateur impartial, mais au contraire la rapidité avec laquelle la petite-bourgeoisie s'est détachée partout du « jacobinisme » des staliniens. Si elle rejoint momentanément des partis bourgeois à idéologie traditionnelle (quelle que soit la démagogie sociale superficielle du MRP ou du PSC), l'instabilité extrême de l'économie, les perturbations multiples de la vie politique, l'exacerbation des contradictions sociales feront de ces partis des « stations de passage », d'où la petite-bourgeoisie se dirigera de nouveau, soit vers l'extrême-droite, soit vers l'extrême-gauche. C'est en dernière analyse du degré de stabilité de la vie politique et économique que dépendra la durée de leur présence dans ces partis qui, quoi qu'on en dise, ne constituent plus que des vestiges d'un passé irrévocablement révolu.

Le prolétariat n'est pas battu. Mais cette évolution future dépendra tout d'abord de l'évolution du rapport de forces entre les classes. Et ce rapport de forces dépend à son tour d'une défaite ou d'une victoire importante du prolétariat. Or, quelle que soit son apathie actuelle, et quelque inquiétant que soit le résultat des élections, **le prolétariat belge n'est pas battu,** et ne se considère pas comme tel. Sa passivité actuelle lui permettra d'accumuler une nouvelle réserve d'énergie. Il reste en éveil pour réagir à n'importe quelle provocation capitaliste, autant sur le terrain politique (retour de Léopold III) que sur le terrain économique (action contre les salaires). La bourgeoisie en a bien conscience, et elle sent très bien que les travailleurs ne sont pas prêts à accepter sans réagir un gouvernement parlementaire réactionnaire. Peut-être s'agissait-il d'un bluff de la part du PSB, quand le « Peuple » annonçait le 20/2 que des mineurs s'étaient spontanément mis en grève, le lendemain des élections, « parce qu'ils voulaient bien travailler pour Van Acker, mais pas pour De Schrijver ». Mais ce bluff reflète admirablement le véritable état de conscience de la classe ouvrière. L'apathie actuelle des travailleurs est provoquée par l'absence, dans leurs yeux, d'une cause et de chefs qui méritent qu'on se batte pour eux. Mais que demain une raison d'action suffisante apparaisse, et l'on verra que la classe ouvrière n'a rien perdu de sa vigueur et a assimilé, mieux que ses dirigeants, les leçons de la tactique à suivre envers la réaction, telles qu'elles se dégagent de la question royale.

La bourgeoisie ne veut pas gouverner seule Le fait que la bourgeoisie se rend bien compte du **véritable** rapport de forces entre les classes qui subsiste toujours est clairement exprimé par son refus de constituer un gouvernement exclusivement composé de ses représentants. Non seulement De Schrijver a refusé de former le nouveau cabinet, mais la solutoin d'une coalition libérale-catholique, qui a pourtant gouverné le pays pendant tant d'années entre les deux guerres n'a même pas été envisagée par la presse. C'est que la bourgeoisie ne se sent pas encore suffisamment sûre de sa position pour gouverner directement, en dehors des représentants conciliateurs des partis ouvriers. C'est qu'elle craint avant tout qu'un passage des partis ouvriers dans l'opposition ne leur rende bientôt le dynamisme nécessaire pour galvaniser les masses qui, une fois ébranlées, passeront rapidement par dessus la tête de leurs dirigeants. C'est pourquoi la solution « idéale » de la crise gouvernementale reste pour la bourgeoisie la constitution d'un gouvernement d'union nationale, dans lequel les représentants des partis ouvriers, totalement impuissants, continueront à tirer les marrons du feu pour la bourgeoisie.

Le principal obstacle pour la constitution de ce gouvernement d'Union Nationale dans les rangs bourgeois eux-mêmes, c'est la question royale. Le PSC s'y est trop engagé pour qu'il puisse l'enterrer en deux temps, trois mouvemeents. D'autre part, la bourgeoisie se rend très bien compte que vouloir imposer à l'étape actuelle le retour de Léopold III, même par des voies « légales » et « parlementaires », équivaudrait à provoquer un réveil politique violent de la classe ouvrière, réveil qu'il s'agit d'éviter à tout prix. Nous pensons pour cette raison que le rythme dans lequel on passera vers la constitution d'un gouvernement d'union nationale dépendra de la rapidité avec laquelle les politiciens « démocratiques », et en premier lieu monsieur Spaak, spécialiste comme personne dans « l'élasticité » des principes, trouveront un compromis pourri dans la question royale, capable de contenter tout le monde et son père catholique !

Les partis « ouvriers » sont devenus des partis gouvernementaux par essence. La constitution d'un gouvernement d'Union Nationale apparaît d'autant plus probable, à échéance plus ou moins brève, que les deux partis ouvriers sont devenus des partis gouvernementaux par essence. Leur principale raison d'être est de placer leurs hommes à un nombre aussi élevé que possible de « postes de commande ». Il est vrai qu'à ces postes, les « socialistes » et « communistes » ne font qu'exécuter la volonté de la bourgeoisie. Mais cela leur permet actuellement de maintenir un appareil de parti, suffisamment large pour discipliner la masse des adhérents.

Avant la guerre, la participation gouvernementale était une affaire particulièrement « délicate » pour les dirigeants du POB. La masse des militants prenait le programme au sérieux. Dans l'opposition on pouvait faire un peu d'agitation raisonnable, contenir l'impatience des masses et attendre avec sérénité la suite des événements. Une fois au gouvernement, on n'était plus sûr de rien, et avant tout de ses propres adhérents ! Aujourd'hui, cette situation a changé de fond en comble. Le programme n'est plus pris au sérieux : il faut voir le cynisme avec lequel un Spaak déclarait vouloir abandonner immédiatement toute proposition de nationalisation, au même moment où Victor Larock écrivait dans « Le Peuple » que le PSB voulait rester inébranlablement (!) fidèle à sa plate-forme électorale. On voit ce qu'il faut pour ébranler les réformistes ! La seule chose qui compte maintenant pour eux, c'est « se maintenir au pouvoir », quelle que soit la combinaison. C'est précisément parce que les masses peuvent s'emparer de n'importe quelle agitation oppositionnelle de la part des partis « ouvriers » et s'avancer rapidement vers l'action, que le PSB ne peut plus envisager son passage dans l'opposition. Ce qui était hier un frein, deviendrait dans l'état actuel d'extrême instabilité sociale, un moteur. C'est pourquoi le réformisme ne peut plus vivre dans l'opposition.

Les staliniens défendent leur râtelier. Mais cet effroi devant l'opposition constatue également l'attitude du PC dès le lendemain des élections. Elle part des mêmes prémisses que l'attitude identique du PSB. Les dirigeants staliniens se sont efforcés désespérément de « prouver » au PSB, et à travers lui, à « la bourgeoisie », combien leur présence au gouvernement était nécessaire, combien ils pouvaient y apporter d'idées « constructives ». Ils se sont emparés du moindre prétexte pour prôner une nouvelle combinaison Van Acker. Lorsque les libéraux votèrent un ordre du jour qui laissait une toute petite porte ouverte à la participation gouvernementale **à condition qu'on supprime toute tentative de nationalisation,** les staliniens se sont empressés de condamner Spaak pour ne pas avoir saisi les libéraux au mot. Saisissons plutôt au vol ce cynisme devenu proverbial des dirigeants staliniens avec lequel ils jettent par dessus bord leurs programmes et leurs mots-d'ordres politiques.